

FEMMES

societe.union@sonapresse.com

VBG : clôture des 16 jours d'activisme en présence de Sylvia Bongo Ondimba

LANCÉE le 25 novembre dernier par les Nations unies à l'occasion de la Journée mondiale pour l'élimination des violences à l'égard des femmes, sous le thème "En cas de violence : briser le silence", cette campagne a pris fin hier en présence de la première dame du Gabon.

D.O
Libreville/Gabon

La campagne "16 jours d'activisme", lancée par les Nations unies, le 25 novembre 2019, dans le cadre de la commémoration de la Journée mondiale pour l'élimination des violences basées sur le genre (VBG), sous le thème "En cas de violence : briser le silence", a pris fin hier à Libreville, à l'occasion de la Journée internationale des droits de l'Homme. C'était au cours d'une cérémonie au Radisson Blu, en présence de la première dame, Sylvia Bongo Ondimba, présidente de la Fondation éponyme, des membres du gouvernement, du Coordonnateur-résident du Système des Nations unies au Gabon, et de la présidente du Sénat, Lucie Milebou Aubusson-Mboussou. Déployés sous le thème national "Les violences faites aux femmes, une barrière à l'épanouissement intégral des femmes", ces 16 jours d'activisme au Gabon ont été menés en synergie entre le gouvernement et les organisations de la société civile. Tant à Libreville, qu'à l'intérieur du pays. La ministre en charge de la Lutte contre les violences faites aux femmes, Prisca Koho-Nlend, a rappelé les actions majeures de cette campagne, qui a permis d'élever, de manière significative, le niveau de sensibilisation et de conscientisation avec, notamment, le concours "Coup 2 cœur" des meilleurs courts-métrages de sensibilisation aux violences faites aux femmes, initié par la Fondation Sylvia Bongo On-

dimba (FSBO). Le concours a permis de récompenser quatre lauréats.

Dans la même veine, il y a eu également la diffusion sur Gabon24 et Gabon 1ère d'une émission de sensibilisation et d'explication réunissant un beau plateau composé d'experts nationaux sur les questions du genre; des ateliers de renforcement de capacités destinés aux acteurs intervenant dans les différentes conventions internationales et nationales en matière de discrimination à l'égard des femmes. Le terme de ces 16 jours d'activisme a donné l'occasion au Premier ministre, Julien Nkoghe Bekale, d'envisager la mise en œuvre des projets prioritaires en rapport avec le genre. Ce, en réponse aux plaidoyers des Organisations non gouvernementales qui se sont investies dans cette campagne.

La projection des films des lauréats du concours "Coup



La première dame, Sylvia Bongo Ondimba, le Premier ministre et les officiels hier à la clôture des 16 jours d'activisme.

2 cœur", les témoignages des femmes victimes de violences, une déclamation d'un conte

traitant de la nécessité de changement comportemental des hommes à l'égard des femmes,

ont constitué les temps forts de cette cérémonie de clôture, sur une note d'espoir.

Des mesures urgentes pour lutter contre les violences faites aux femmes



Les lauréats du concours de court-métrage de sensibilisation aux VBG autour de Sylvia Bongo Ondimba.

CM
Libreville/Gabon

À u terme des "16 jours d'activisme" consacrés à la sensibilisation pour l'élimination des violences à l'égard des femmes, dans le cadre

de la Journée mondiale de lutte contre les violences faites aux femmes célébrée chaque 25 novembre, un certain nombre de mesures, et pas des moindres, ont été prises par le gouvernement gabonais.

Le Premier ministre, Julien Nkoghe Bekale, a ainsi engagé son gouvernement à adopter une loi spécifique sur les Violences basées sur le genre (VBG), à construire un centre de transit pour les femmes victimes de ces violences et à renforcer le système préventif de protection des élèves, particulièrement des jeunes filles contre les abus et les pratiques néfastes constatés en milieu scolaire.

Pour sa part, la ministre chargée de la Lutte contre les violences faites aux femmes, Prisca Koho-Nlend, a annoncé la mise en œuvre, dans les meilleurs délais, de deux projets. Le premier sera la mise en place d'un dispositif de prise en charge complète des victimes, comprenant l'aménagement d'une structure pilote d'accueil et d'assistance, et l'activation d'un numéro de télé-

phone d'urgence gratuit donnant accès à un centre d'appels d'une capacité de 5 téléconseillères. Quant au second projet, il s'agira du déploiement, à l'échelle nationale, d'un système de collecte, de centralisation et de traitement des données relatives aux violences faites aux femmes, afin de disposer d'un outil pertinent d'évaluation et de prise de décision.

Ces engagements viendront en appui aux dispositions existantes, parmi lesquelles la mise en place, depuis novembre dernier, d'un numéro vert gratuit (1 488) par le Samu social gabonais, qui permet une rapide intervention en faveur des victimes, et les différents mécanismes de prise en charge des femmes victimes de violences par les Organisations non gouvernementales (Ong) œuvrant à l'éradication du fléau.